

ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS,
ALIMENTAIRES
ET TECHNOLOGIQUES
Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél. : 01 53 14 69 00
Fax : 01 53 14 69 99

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation N° 24/110

Procédure : Marché à Procédure Adaptée en application des articles L2123-1-1°, R2123-1-1° et R2123-4 du code de la commande publique

Objet : Fourniture, livraison, installation et intégration de solution logicielle pour mise en service de systèmes de contrôles électroniques d'accès physique nécessaires aux besoins du PIC ACHAT de l'Assistance-Publique Hôpitaux de Paris.

Le marché prendra effet à date de notification pour une durée de **48 mois**, éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, **6 mois avant la fin du marché**.

Ce document comprend 19 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

AP-HP	Consultation n° 24/110	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 20/09/2024	1 / 17

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 : Objet.....	3
1.2 : Durée.....	3
1.3 : Lieu d'exécution des prestations	3
ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES.....	3
2.1 : Forme des prix.....	3
2.2 : Prix définitif.....	3
ARTICLE 3 : ORGANISATION DE L'ACHAT	4
3.1 : Forme du marché.....	4
3.2 : Allotissement	5
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 5 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION	6
5.1 : Commandes.....	6
5.2 : Livraisons	6
5.3 : Conditionnement	7
5.4 : Admission.....	7
ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHE	7
6.1 : Contrôle	7
6.2 : Suivi du marché	7
6.3 : Garantie	8
ARTICLE 7 : MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC	8
7.1 : Clause de réexamen.....	8
7.2 : Modification de références en cours de marché	8
7.3 : Changement de dénomination sociale du Titulaire	9
7.4 : Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution	9
ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	9
8.1 : Données statistiques.....	9
8.2 : Certificats	10
8.3 : Secret professionnel et confidentialité	10
8.4 : Accès aux établissements – Identification	10
8.5 : Grèves	10
8.6 : Diffusion des fiches techniques.....	11
ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT	11
9.1 : Facturation	11
9.2 : Paiement	12
9.3 : Avances	12
ARTICLE 10 : ASSURANCES	12
ARTICLE 11 : NANTISSEMENT	12
ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE	12
ARTICLE 13 : PENALITES - RESILIATION	13
13.1 : Pénalités.....	13
13.2 : Résiliation.....	13
ARTICLE 14 : LITIGES.....	14
ARTICLE 15 : DEROGATIONS	14

AP-HP	Consultation n° 24/110	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 20/09/2024	2 / 17

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1.1 : Objet

Le marché a pour objet la « Fourniture, livraison, installation et intégration de solution logicielle pour mise en service de systèmes de contrôles électroniques d'accès physique nécessaires aux besoins du PIC ACHAT de l'Assistance-Publique Hôpitaux de Paris. »

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 : Durée

Le marché prendra effet à la date de notification pour une durée de **48 mois**, éventuellement résiliable sans indemnités à la seule initiative de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, 6 mois avant la fin du marché.

1.3 : Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont exécutées par le titulaire dans les lieux où siègent les différents services du PIC ACHAT de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris.

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

2.1 : Forme des prix

Le marché est conclu à **prix unitaires** pour l'ensemble des prestations listées à l'article 3 du Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n°24.110.

2.2 : Prix définitif

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés annuellement à chaque date anniversaire du marché.

La révision est réglée par les dispositions suivantes :

Formule utilisée

$$P_1 = ((P_0 \times \frac{I_1}{I_0}) \times 0,7) + (0,3 \times P_0)$$

Avec :

P₁ : prix de règlement après la révision ;

P₀ : Prix de la dernière révision ou à défaut prix de l'offre figurant sur l'acte d'engagement.

I₁ : dernier indice publié deux mois avant la date d'effet de la révision ;

I₀ : indice de la dernière révision ou à défaut du mois de dépôt des offres.

Indice(s) utilisé(s) :

<u>Intitulé série</u>		<u>Identifiant</u>	<u>Part dans la formule</u>
Evolution du coût de la main d'œuvre, essentiellement intellectuelle, pour des prestations fournies		SYNTEC	70%

AP-HP	Consultation n° 24/110	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 20/09/2024	3 / 17

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché ne soit nécessaire.

Modalités :

La révision des prix est régie par les dispositions suivantes :

La révision peut intervenir à la demande de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris ou du Titulaire.

- Révision de prix à la demande l'AP-HP :

Une demande sera formulée par lettre recommandée avec accusé de réception, **60 jours avant l'application des nouveaux prix** telle que décrite supra.

- Révision de prix à la demande du Titulaire :

La demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception (à peine de forclusion), **60 jours avant l'application des nouveaux prix**. La demande du Titulaire doit être adressée à la Directrice d'ACHAT.

En cas de désaccord, la partie concernée doit le formuler, par courrier en recommandé ou par télécopie, 30 jours avant la date d'effet de la révision des prix, accompagné des éléments justificatifs, uniquement conformes aux modalités et calculs énoncés dans le présent article.

Sans l'opposition de l'une des deux parties, les nouveaux prix seront appliqués.

Clause de sauvegarde :

Si l'augmentation de prix annuelle résultant de la révision est supérieure **à 3 %**, ACHAT se réserve la possibilité de résilier le marché sans que le Titulaire puisse prétendre à indemnité.

Clause de prix promotionnels :

Le Titulaire qui applique une promotion sur son tarif général doit en faire bénéficier l'AP-HP à condition que :

- Les produits faisant l'objet de la promotion soient présents sur le marché
- Les prix résultant de la promotion soient inférieurs aux prix applicables sur le marché.

Dans ce cas, le Titulaire doit adresser à ACHAT au minimum 7 jours avant la mise en œuvre, le tarif promotionnel en lui indiquant la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés.

Le nouveau tarif sera annexé au marché sans qu'il ne soit nécessaire d'établir une modification de marché

Les factures émises devront faire explicitement référence au tarif promotionnel.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix contractualisés au marché entreront de nouveau en vigueur.

ARTICLE 3 : ORGANISATION DE L'ACHAT

3.1 : Forme du marché

Le présent marché est conclu sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaires à bons de commande au sens de l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique.

AP-HP	Consultation n° 24/110	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 20/09/2024	4 / 17

MARCHES A TRANCHES CONDITIONNELLES :

Le marché est un marché fractionné à tranches optionnelles passé en application de l'article R2113-4 du Code de la commande publique. L'exécution de chaque tranche est subordonnée à une décision du RPA notifiée au Titulaire.

La consultation est composée d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle

Tranche ferme :

La tranche ferme concerne : la sécurisation des entrées externes des bâtiments ainsi que de l'accès à la salle serveurs : installation de contrôles d'accès filaires. Le démarrage de cette tranche ferme s'effectue dès la notification du marché.

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris s'engage sur **un montant minimum** représenté par **50%** du montant du lot unique valorisé au niveau de l'offre du Titulaire sur la durée totale du marché

Pour la tranche ferme le titulaire s'engage sur **un montant maximum de 55 000€ HT soit 66 000€ TTC.**

Tranche optionnelle :

La tranche optionnelle concerne : la sécurisation des accès internes aux locaux : installation de contrôles d'accès non filaires.

L'exécution de chaque tranche optionnelle est subordonnée à la décision de l'acheteur de l'affermir, notifiée au Titulaire, conformément à l'article R2113-6 du Code de la commande publique.

La tranche optionnelle pourra être affermies à compter de la deuxième année de marché. Pour ce faire le pouvoir adjudicateur préviendra le titulaire 1 mois avant l'affermissement.

Pour la tranche optionnelle le titulaire s'engage sur **un montant maximum de 166 000€ HT soit 199 200€ TTC.**

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de livraisons complémentaires exécutées par le fournisseur initial au sens de l'article R2122-4 du Code de la commande publique.

3.2 : Allotissement

Les prestations sont réparties en un lot unique, le marché n'est donc pas alloti conformément à l'article L 2113-11 du Code de la Commande Publique.

N° du lot	Intitulé du lot	Quantités prévisionnelles annuelles
Lot unique	Fourniture, livraison, installation et intégration de solution logicielle pour mise en service de systèmes de contrôles électroniques d'accès physique	176 (tranche ferme : 94 et tranche optionnelle : 82)

Un catalogue additionnel souhaité est à fournir pour ce lot.

La partie listée (BPU) est estimée à 90% du volume financier annuel du lot. Le catalogue additionnel est estimé à 10%.

Les candidats ne pourront pas présenter d'offres variables.

AP-HP	Consultation n° 24/110	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 20/09/2024	5 / 17

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles et ses annexes financières et techniques ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes hors cadre de réponse technique ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS) ;
- Les éléments techniques et le Cadre de réponse technique (CRT).

ARTICLE 5 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION

5.1 : Commandes

Elles seront établies par les groupes hospitaliers, les pôles d'intérêt commun ou le siège de l'AP-HP et transmises au Titulaire, soit par courrier, soit par télécopie, soit par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un Code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les dates, heures et lieux de livraison.

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

La durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder **2 mois après la fin du marché**.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès la notification du marché.

Si le Titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de l'UE, tout bon de commande adressé au Titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : **FR95267500452**.

Les bons de commande seront transmis, en cas de désignation d'un mandataire du groupement, à ce dernier.

5.2 : Livraisons

La première livraison pourra avoir lieu dès **la date de notification**.

La dernière livraison ne pourra avoir lieu que **2 mois au plus tard** après la période de validité du marché.

Elles seront effectuées directement aux magasins et / ou dans les services du PIC ACHAT aux jour et heure demandés, et seront conformes aux bons de commande et dans les délais fixés par ceux-ci.

Chaque livraison (faite par le fournisseur ou un transporteur) devra impérativement être accompagnée d'un bordereau de livraison valorisé et d'un bon de transport mentionnant le n° du marché, établis en deux exemplaires, remis par le transporteur au moment de la livraison, et émargés par le réceptionnaire (cachet et signature originaux). Un exemplaire sera conservé par l'établissement, un autre par le fournisseur.

Ce bordereau mentionnera obligatoirement :

- La date d'expédition ;
- La référence du bon de commande (n° et date) ;
- L'identification du Titulaire du marché ;
- L'identification des fournitures livrées (nature, quantités et la répartition par colis s'il y a lieu) ;
- Le n° du marché ;

AP-HP	Consultation n° 24/110	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 20/09/2024	6 / 17

- Le n° du ou des lots de fabrication dans les cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Les livraisons seront effectuées en accord avec le responsable d'approvisionnement de chaque hôpital ou service et selon les conditions définies par celui-ci.

Les fournisseurs faisant appel à un transporteur devront lui communiquer les conditions définies ci-dessus et s'assurer du respect de celles-ci.

5.3 : Conditionnement

Les emballages devront être solides et dotés de systèmes de fermeture suffisamment efficaces pour supporter sans dommage des opérations normales de transport et de manutention.

En aucun cas, il ne sera accepté de colis d'un poids excédant 20 kg.

Chaque emballage comportera, de manière très lisible, l'indication en français du contenu et des quantités.

Les conditionnements définis et retenus par le fournisseur seront rigoureusement respectés pendant la durée d'exécution du marché. Ils devront être conformes aux exigences indiquées dans les spécifications du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP).

5.4 : Admission

Le contrôle et l'admission des livraisons (donnant lieu à la signature d'un bon de livraison obligatoire) sont assurés par l'hôpital ou le service réceptionnaire, conformément au Chapitre V du cahier des clauses administratives générales en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence (ou autre document équivalent).

Toute non-conformité liée au cahier des clauses techniques particulières et observée lors de la procédure d'admission par l'hôpital pourra entraîner un refus de livraison.

La recette de la solution préalable à l'admission définitive qui seule pourra permettre l'émission de la facturation sera réalisée conformément aux exigences du CCTP.

ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ

6.1 : Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du Titulaire.

6.2 : Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par ACHAT et communiquée au Titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au Titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à ACHAT, Cellules Expertise et Conseil.

Au regard du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée, de non-réponse aux fiches ou de non amélioration de la prestation, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, conformément aux articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG FCS sera prononcée ou une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au Titulaire. Après une seconde mise en demeure, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnités.

AP-HP	Consultation n° 24/110	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 20/09/2024	7 / 17

6.3 : Garantie

Les fournitures seront garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 à 1649 du Code Civil.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC

7.1 : Clause de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenant éventuellement. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

7.2 : Modification de références en cours de marché

Des modifications de références pourront avoir lieu en cours de marché sous réserve :

- Que les nouvelles références respectent le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du Titulaire.

En cas de demande de changement définitif de référence produit :

Cette demande de changement devra être faite à ACHAT un mois avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation.

En cas de non-respect de ce délai, application sera faite d'une pénalité de 500 euros par ACHAT.

En cas de demande de changement ponctuel de référence de produit (cas de rupture momentanée à ne pas faire subir aux sites) :

Cette demande de changement devra être faite à ACHAT 7 jours avant la date d'entrée en vigueur de la nouvelle référence et sous réserve d'acceptation expresse par la Directrice d'ACHAT.

Les éléments à fournir sont les suivants : libellé du produit, référence commerciale, conditionnement, prix unitaire, fiche technique, date et durée d'effet.

Toute modification de référence temporaire ou définitive devra obligatoirement être accompagnée de la fiche technique du produit.

AP-HP	Consultation n° 24/110	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 20/09/2024	8 / 17

7.3 : Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à ACHAT dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

ACHAT
Madame la Directrice
CHU Bicêtre
78, Rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

Un certificat administratif est alors établi par ACHAT.

7.4 : Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'APHP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

8.1 : Données statistiques

Le candidat retenu s'engage à fournir (jusqu'à la fin de validité des bons de commande) à :

ACHAT
Service « SFEHR »
CHU Bicêtre
78, Rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin-Bicêtre

veronique.haupas@aphp.fr

les données statistiques de consommation du marché sur demande expresse d'ACHAT et selon le dessin d'enregistrement indiqué dans l'**annexe 1 du présent CCAP**.

En cas de non transmission des statistiques sur demande expresse, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière selon les modalités du paragraphe 13.1 du présent document.

Type de fichier : EXCEL®

Dessin d'enregistrement :

AP-HP	Consultation n° 24/110	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 20/09/2024	9 / 17

- Nom du fournisseur
- Année (4 caractères numériques)
- Trimestre (1 caractère numérique -1 à 4-)
- N° de marché AP-HP⁽¹⁾
- N° de lot (si le fournisseur est Titulaire de plusieurs lots)
- Hôpital / site⁽²⁾
- Code produit AP-HP
- Référence commerciale du produit (uniquement pour Fournitures et Equipements)
- Libellé du produit ou du service
- Unité de facturation
- Nombre de livraisons par produit et par hôpital
- Quantité totale livrée (en unités de facturation)⁽³⁾
- Prix unitaire HT
- Montant total HT⁽³⁾
- Montant total TTC⁽³⁾

⁽¹⁾ informations spécifiées sur la notification du marché

⁽²⁾ libellé court : BICETRE par exemple et non HOPITAL BICETRE

⁽³⁾ ces trois données peuvent être négatives du fait d'avoirs

A titre d'exemple, un modèle est fourni dans ce même document (annexe 1)

8.2 : Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

8.3 : Secret professionnel et confidentialité

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

8.4 : Accès aux établissements – Identification

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

8.5 : Grèves

En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer les prestations considérées comme indispensables au marché en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

AP-HP	Consultation n° 24/110	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 20/09/2024	10 / 17

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

8.6 : Diffusion des fiches techniques

Le candidat retenu doit fournir à ACHAT sous format PDF l'ensemble des fiches techniques (une fiche technique par article) des produits retenus au marché.

ARTICLE 9 : FACTURATION – PAIEMENT

9.1 : Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Pour les marchés de fournitures et équipements uniquement, si clause souhaitée :

Les prix facturés sont obligatoirement rendus franco de port quelle que soit la quantité commandée.

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »
- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le Code APE ;
- La désignation de chaque article livré (marque, quantité) ;
- Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total des fournitures livrées T.T.C. ;
- Le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ;
- Le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- Le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- Le numéro de marché ;
- Les n° des bons de livraison des fournitures et leur date.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les produits ou prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

Escompte :

La mise en place de la dématérialisation constitue une fluidification des échanges entre l'AP-HP et ses fournisseurs et se traduira pour les fournisseurs de l'AP-HP par des gains de traitement des commandes émises.

L'AP-HP est en mesure de prendre en compte les factures avec escompte.

AP-HP	Consultation n° 24/110	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 20/09/2024	11 / 17

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire. Aussi le fournisseur devra indiquer dans son offre s'il consent un escompte à l'AP-HP ainsi que le taux accordé. Le taux proposé est à renseigner dans les annexes financières.

9.2 : Paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

9.3 : Avances

Option A du CCAG – FCS

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Le montant de cette avance est de 5% du montant minimum du marché si ce dernier est supérieur à 50 000€.

Lorsque le titulaire du marché public est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

ARTICLE 10 : ASSURANCES

Le Titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

ARTICLE 11 : NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement prévu à l'article L2191-8 du Code de la commande publique.

ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE

Le ou les fournisseurs sont dispensés du versement de la retenue de garantie.

Toutefois, le marché peut faire l'objet d'une garantie prévue à l'article L2191-7 du Code de la commande publique.

AP-HP	Consultation n° 24/110	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 20/09/2024	12 / 17

ARTICLE 13 : PENALITES - RESILIATION

13.1 : Pénalités

L'article 13.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS relatif à l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€.

Pénalités de retard

Dans le cas où le Titulaire n'effectue pas sa livraison dans les délais et pour les quantités fixées au bon de commande, ou ne l'a pas faite en qualité recevable, il est passible envers l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris, à titre de dommages et intérêts, à partir du jour qui suit l'expiration des délais, d'une pénalité de **80 euros par jour de retard** si aucune livraison de complément n'a lieu dans les 24 heures suivant la date de livraison initialement prévue.

Indépendamment des pénalités de retard, l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris aura la faculté de pourvoir aux besoins du service aux frais et risques du fournisseur en application de l'article 45.1, 45.2 et 45.4 du CCAG-FCS.

Pénalité pour non-respect du délai de prévenance en cas de modification de référence :

Des modifications de références pourront avoir lieu en cours de marché sous réserve :

- Que les nouvelles références respectent le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Que les nouvelles références ne soient pas de nature à diminuer la qualité technique de l'offre initiale du titulaire.

En cas de changement de références, afin de respecter les délais administratifs incompressibles, ces demandes de changement devront être faites à ACHAT un mois avant la date d'entrée en vigueur des nouvelles références (sous réserve d'acceptation). En cas de non-respect de ce délai, application sera faite d'une pénalité de **500 euros par jour de retard**. Les éléments à fournir sont les suivants : libellé du produit, référence commerciale, conditionnement, prix unitaire, fiche technique, date et durée d'effet.

Pénalité pour non transmission des attestations fiscales et sociales :

En cas de non-respect des obligations définies à l'article 7.4 du présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de **500 euros par jour de retard**. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.

Pénalité pour non-respect des conditions logistiques et de livraisons :

En cas de non-respect des conditions de logistiques mentionnés à l'annexe 3 du présent document, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de **100 euros par livraison**.

Pénalité pour non-transmission des données statistiques :

Dans le cas où le titulaire ne transmet pas ses données statistiques dans les délais prévus au paragraphe 8.1 du présent document, ACHAT pourra émettre un titre de recette correspondant à une pénalité financière de **30 euros par jour de retard**.

13.2 : Résiliation

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (FCS), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, , prononcer la résiliation du marché après **deux mises en demeure** ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important dans les conditions prévues à l'article 41 CCAG / FCS (Chapitre VII). ACHAT se réserve le droit d'appliquer ces dernières. Le Titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

AP-HP	Consultation n° 24/110	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 20/09/2024	13 / 17

Sans réponse satisfaisante du Titulaire à la mise en demeure, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VII du Cahier des Clauses Administratives Générales / FCS en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R243-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 14 : LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 15 : DEROGATIONS

L'article 1.2 du présent document déroge à l'article 13.1 du CCAG FCS relatif au début de la durée d'exécution du marché.

L'article 13.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14 du CCAG FCS relatif aux « pénalités pour retard ».

L'article 13.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.1.3 du CCAG FCS relatif à l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€.

Les articles 7.4 et 13.2 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dérogent à l'article 42.1 C du CCAG FCS relatif à la résiliation aux torts pour défaut d'acquittement des obligations.

L'article 4 déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS sur l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

L'article 2 déroge à l'article 10.1 du CCAG FCS.

AP-HP	Consultation n° 24/110	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 20/09/2024	14 / 17

Annexe n°1 : Modèle souhaité pour les statistiques

FOURNISSEUR			N° de marché										
Année	Trimestre	N° de commande	Date de la commande	Hôpital/site	Catégorie	Spécificité	Code produit marché	Référence commerciale du produit	Préciser "BPU" ou "HBPU"	Quantité	Date(s) de livraison	Prix unitaire HT	Montant total HT
2018	1	xxx1	xx/xx/2018	Cochin	Enceintes réfrigérées +5°C	< 250 l, porte vitrée	produit x	refx	BPU	2		100,00	120,00
2018	1	xxx1	xx/xx/2018	Cochin	Accessoires	Enregistreur numérique mobile	produit y	refxx	BPU	3		101,00	121,20
2018	1	xxx1	xx/xx/2018	Cochin	Congélateurs	volum utile 230 l	produit z	refxxx	BPU	4		102,00	122,40
2018	1	xxx1	xx/xx/2018	Cochin		Livraison avec portage	produit t	refx	BPU	3		103,00	123,60
2018	2	xxx3	xx/xx/2018	Bichat	Guéridons à bords relevés	2 plateaux, 750x500	produit a	ref a	BPU	5		100,00	120,00
2019	2	xxx3	xx/xx/2019	Bretonneau	Support sac poubelle double sans couvercle, 2x 10 à 15 litres	xxx	produit b	ref b	HBPU	10		100,00	120,00
2020	3	xxx3	xx/xx/2020	Saint Louis	Tables à instruments	Table pont 900 x 600 mm avec roues antistatiques	produit c	ref c	HBPU	2		100,00	120,00
Détaillez la commande par ligne de produit					A transettre à la fin de chaque trimestre ACHAT: veronique.haupas@aphp.fr								

ANNEXE 2 : Noms, adresses et numéros de téléphone des groupes hospitaliers et sites concernés

Achats Centraux Hôteliers Alimentaires et Technologiques	CHU Bicêtre 78, rue du Général Leclerc 94 270 LE KREMLIN BICETRE	01/53/14/69/00
---	---	----------------

AP-HP	Consultation n° 24/110	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 20/09/2024	16 / 17

ANNEXE 3 - Conditions de livraison

Livraisons sur palette européenne 80 x 120 cm, réutilisable, filmée, d'une hauteur maximale de 1,70 m et d'un poids n'excédant pas 500 kg. Toute palette abîmée ou tombée pendant le transport sera systématiquement refusée.

La livraison de palettes d'une hauteur supérieure à 1,70 m ne s'effectuera qu'avec l'accord du responsable d'approvisionnement de l'hôpital.

Les camions devront obligatoirement être équipés d'un hayon élévateur, et / ou des matériels nécessaires au déchargement.

AP-HP	Consultation n° 24/110	ACHAT
CCAP.9	Dernière mise à jour du : 20/09/2024	17 / 17